

**Approches Catholiques de l'Exploitation Minière: Etudes de Cas**

# **Le projet Cerro Pavón, diocèse de Matagalpa, Nicaragua**

**Commune de Rancho Grande, Nicaragua**

**Mario José Sánchez González**

Directeur de l'Institut de recherche en sciences socio-humanistes de l'Université Rafael Landívar, Guatemala



## Résumé

Le 12 octobre 2015, le gouvernement nicaraguayen a déclaré non viable le projet minier de Cerro Pavón, porté par la société minière canadienne B2Gold. Cette décision faisait suite à une décennie de résistance populaire organisée dans la commune de Rancho Grande, dans le département de Matagalpa. Cette étude de cas analyse les conditions qui ont conduit à ce résultat, en mettant l'accent sur le rôle de l'Église catholique dans l'apport d'un soutien pastoral, la sensibilisation à l'écothéologie et la facilitation d'une coordination politique à plusieurs niveaux. S'appuyant sur un cadre analytique qui intègre l'écologie politique, la théorie des mouvements sociaux et la théologie pastorale, cette étude de cas met en évidence trois conditions clés convergentes : a) une tradition ecclésiale ancrée dans le Concile Vatican II et l'option préférentielle pour les pauvres ; b) un processus antérieur d'agriculture durable en tant que stratégie de résistance aux impacts de la contre-réforme agraire et des politiques néolibérales ; et c) un répertoire d'actions collectives non violentes qui a transcendé les barrières idéologiques et religieuses pour forger des terrains d'entente dans la défense de la terre et des moyens de subsistance. Si le cas de Rancho Grande constitue un précédent significatif pour les mouvements socio-environnementaux en Amérique centrale et offre un signe d'espoir, il est important de reconnaître que cette réussite a été confrontée à de graves revers dans le contexte de la crise sociopolitique du Nicaragua, marquée depuis 2018 par une répression croissante sous le régime autoritaire de Daniel Ortega.

## 1. Contexte

Depuis les années 1990, l'essor de l'extractivisme minier en Amérique centrale a généré un nombre croissant de conflits socio-environnementaux dans les territoires ruraux et au sein des peuples autochtones (Alfaro, Sosa et Sánchez, 2018 ; García et al., 2022 ; Spalding, 2023). Depuis l'arrivée au pouvoir de Daniel Ortega en 2007, le Nicaragua est l'un des pays d'Amérique centrale où l'activité minière a connu la plus forte croissance et le plus grand essor (Hendricks et Sánchez, 2021 ; Sánchez, 2017). Le gouvernement Ortega a promu un programme de développement fondé sur l'exploitation intensive des ressources naturelles, en mettant l'accent sur l'exploitation minière à ciel ouvert des métaux. Cet engagement politique en faveur de l'extractivisme minier a placé l'État nicaraguayen en confrontation directe avec les communautés rurales qui voient leurs moyens de subsistance, leur santé et leur relation ancestrale avec la terre menacés.

En 2004, le ministère de l'Énergie et des Mines a accordé une concession dans la zone de Cerro Pavón, sur le territoire de la commune de Rancho Grande, dans le département de Matagalpa, à la société Minerales de Nicaragua, Inc. (Minesa). En 2010, Minesa a cédé ces droits à la société minière canadienne Minerales Nueva Esperanza S.A., filiale de B2Gold. La concession a été accordée sans consultation préalable de la communauté locale et a déclenché un conflit entre, d'un côté, les autorités de l'État et l'entreprise, et, de l'autre, les communautés rurales, qui ont formé le mouvement « Les Gardiens de Yaoska » (*Guardianes de Yaoska*) pour s'opposer au projet. L'importance de cette affaire réside dans deux aspects : il s'agit du premier mouvement, entièrement organisé par des petits agriculteurs, à avoir réussi à faire annuler une concession minière au Nicaragua. Il s'agissait également d'un processus controversé dans lequel l'Église avait joué un rôle central grâce au soutien pastoral apporté par le diocèse de Matagalpa, dont les responsables ont su allier la sensibilisation à l'environnement et à la coordination politique au sein des communautés touchées. Cette dimension religieuse s'est avérée décisive dans le développement de la conscience écologique, de l'organisation communautaire et de la capacité de plaidoyer politique.

Pour comprendre le rôle de l'Église catholique dans le conflit socio-environnemental de Rancho Grande, il faut d'abord le replacer dans le contexte plus large des relations entre religion et politique au Nicaragua. Tout au long de l'histoire du Nicaragua, ces relations ont été marquées par des tensions et des alliances changeantes entre les dirigeants religieux et politiques.<sup>1</sup> Au cours du XX<sup>ème</sup> siècle, l'Église nicaraguayenne a oscillé entre le conservatisme social et, à la suite du Concile Vatican II (1962-1965), un engagement en faveur des pauvres et de la justice sociale. Parmi les moments les plus marquants de cet engagement figurent ceux de la lutte révolutionnaire contre la dictature d'Anastasio Somoza (1971–1979) et, par la suite, le soutien apporté par l'Église à la révolution sandiniste (1979–1990), puis sa prise de distance vis-à-vis de celle-ci. Une première étape historique fut une lettre pastorale publiée par la Conférence épiscopale du Nicaragua en 1971. Cette lettre reprenait les principes de la théologie de la libération et condamnait le régime de Somoza pour « l'existence de structures sociales génératrices de pauvreté et d'inégalité » (Baltodano, 2008, p. 786). De 1972 à 1978, d'autres lettres pastorales ont évoqué « la nécessité d'être des acteurs de l'histoire », le devoir de créer des « structures justes » et « la responsabilité sociale des chrétiens » (Ferrero, 2010, p. 456).



Face à la répression croissante de la dictature de Somoza, les responsables religieux et les évêques ont ouvertement documenté et dénoncé les graves violations des droits de l'homme commises à l'encontre, entre autres, des petits agriculteurs, des responsables communautaires et des syndicalistes. Lors d'une audience accordée par le président Somoza à Mgr Julián Barni, évêque du diocèse de Matagalpa, et à Mgr Salvador Shaffer, évêque du diocèse de Yelapa, le 20 mai 1976, les responsables ecclésiastiques lui ont remis une liste de personnes qui avaient disparu dans des communautés rurales des régions du centre et du nord du pays. Ils ont exigé que le président fasse la lumière sur le sort de ces personnes (Ferrero, 2010). Les responsables religieux nicaraguayens ont également porté ces dénonciations sur la scène internationale, devant la Chambre des représentants des États-Unis et la sous-commission du Congrès sur les droits de l'homme.

En ce qui concerne la deuxième phase qui a suivi la révolution sandiniste (1979-1990), dans ses débuts, la hiérarchie catholique et le Front sandiniste de libération nationale (*Frente Sandinista de Liberación Nacional*, FSLN) ont entretenu une relation ouverte, caractérisée par un soutien actif au processus révolutionnaire. Cependant, au fil du temps, les relations entre l'Église et le FSLN se sont détériorées. Sur le plan économique, des conflits ont opposé l'Église et le gouvernement sur la question de la confiscation des terres et des politiques économiques et industrielles menées par ce dernier. Sur le plan politique, l'Église s'inquiétait de la refondation et de l'organisation d'un État à parti unique, ainsi que de sa dimension répressive. Des conflits ont également surgi concernant les fonctions sociales de l'éducation et des institutions religieuses, ainsi que les références au christianisme et à la théologie de la libération faites par le gouvernement du FSLN pour justifier ses actions,<sup>2</sup> références que l'Église condamnait compte tenu du caractère répressif du gouvernement (Ávila, 1998, p. 323). Ce

<sup>1</sup> Pour un historique des relations entre religion et politique au Nicaragua, voir Álvarez (2008), Ferrero (2020), Houtart et Lemerminier (1989) et Pérez-Baltodano (2003).

<sup>2</sup> Le gouvernement sandiniste voyait dans la révolution un moyen de promouvoir la justice et la solidarité envers les pauvres. Certains membres, formés dans leur jeunesse par l'Église catholique, considéraient la révolution sandiniste comme l'expression historique concrète de la solidarité et de l'option préférentielle pour les pauvres que les documents du Concile Vatican II exhortaient l'Église à adopter. Le gouvernement sandiniste comptait trois prêtres catholiques dans ses rangs au cours de ses premières années : Ernesto Cardenal, ministre de la Culture, Miguel de Scoto, ministre des Affaires étrangères, et Fernando Cardenal, ministre de l'Éducation, qui furent tous par la suite condamnés par le Vatican et interdits d'exercer leur ministère sacerdotal.

contexte permet de comprendre à la fois la méfiance réciproque entre l'Église et l'État, et la capacité de l'Église à s'imposer comme un acteur politique autonome en opposition au pouvoir étatique, ce qui sera central, comme le montreront les sections suivantes, dans les actions des communautés locales en réponse au projet minier de la commune de Rancho Grande, dans le département de Matagalpa.

Historiquement, le diocèse de Matagalpa, situé au centre du Nicaragua, s'est distingué par son engagement social, qui trouve ses racines dans le Concile Vatican II et dans la manière dont celui-ci a été accueilli en Amérique latine par le Conseil épiscopal latino-américain (CELAM). Lors de leur conférence de 1968 à Medellín, les évêques d'Amérique latine et des Caraïbes ont promu une option préférentielle pour les pauvres et une conception de l'Église comme communauté prophétique et solidaire. À cet égard, il convient de souligner l'héritage laissé par les deux évêques qui ont dirigé le diocèse de Matagalpa pendant le Concile Vatican II et dans la période qui a suivi.

Influencé par le Concile, Mgr Octavio José Calderón Padilla, en fonction de 1946 à 1970, a encouragé la pastorale de la terre, des initiatives sociales visant à garantir les droits à la santé et à l'éducation, ainsi que des projets de développement communautaire. Ceux-ci s'appuyaient sur des évaluations des besoins découlant de la situation de pauvreté et de marginalisation à laquelle étaient confrontées les communautés rurales. Ces initiatives s'appuyaient également sur la collaboration active des agents pastoraux, tels que les catéchistes, et de la jeunesse rurale. En juin 1970, lorsque Julián Luis Barni Spotti fut nommé évêque de Matagalpa, il organisa et soutint une rencontre pastorale, sous la houlette du CELAM, qui visait à aligner les églises du diocèse sur le Concile Vatican II et la conférence de Medellín de 1968. Mgr Barni a fait preuve d'un engagement pionnier en faveur de la défense des droits de l'homme et a été l'un des évêques qui ont dénoncé avec le plus de vigueur les violations des droits de l'homme perpétrées par la dictature de Somoza. Comme mentionné précédemment, il a publiquement interpellé le président Somoza au sujet des disparitions. Il a quitté le diocèse en 1982 pour devenir évêque du diocèse de León.

Cette tradition du diocèse de Matagalpa, axée sur la pastorale de la terre, la justice sociale et la défense des droits de l'homme, s'est perpétuée au fil des décennies qui ont suivi le départ de ces deux évêques pionniers, qu'il s'agisse de la promotion des coopératives agricoles ou de la dénonciation des violations des droits de l'homme pendant les périodes de conflit armé. Lorsque la concession minière a été accordée sur le territoire diocésain en 2004, cette histoire a conduit à la formation d'un réseau de laïcs engagés, de catéchistes et d'agents pastoraux, agissant comme des relais et des prolongements de l'option préférentielle de l'Église pour les pauvres et de son engagement en faveur des droits de l'homme au sein des communautés rurales. Dans un contexte marqué par une pénurie de clergé et une présence limitée de l'État, cette infrastructure de réseau pastoral a permis d'étendre largement son rayonnement social et de s'enraciner profondément au sein des communautés. Elle s'est également avérée décisive dans l'émergence d'un mouvement social contre l'exploitation minière des métaux dans la commune de Rancho Grande.

L'actuel évêque de Matagalpa, Rolando José Álvarez Lagos, qui a pris ses fonctions en 2011, est l'un des responsables religieux les plus virulents dans sa critique de l'extractivisme en tant que modèle de développement social et économique au Nicaragua. Sa formation à la doctrine sociale de l'Église à l'Université pontificale de Salamanque, en Espagne, ainsi que son engagement en faveur des pauvres, l'ont conduit à promouvoir l'enseignement social de l'Église au sein du diocèse et à manifester une attention pastorale particulière envers les couches les plus vulnérables de la société (Sánchez, 2017). Son



leadership et son charisme, associés à ceux du vicaire général, Mgr Edgard Sacasa – qui a fait ses études à l'Université d'Amérique centrale du Salvador sous l'influence des théologiens de la libération Jon Sobrino et Ignacio Ellacuría –, ont donné au diocèse de Matagalpa une orientation théologique et pastorale clairement engagée en faveur des causes de la justice sociale, ainsi que de la cause écologique.

L'intégration d'une dimension écologique à l'option préférentielle pour les pauvres dans le diocèse de Matagalpa est le fruit d'un processus de maturation nourri par l'enseignement social de l'Église et par la tradition diocésaine de pastorale de la terre et d'engagement en faveur des droits de l'homme. Comme l'a expliqué Mgr Sacasa lors d'un entretien mené dans le cadre des recherches antérieures de l'auteur sur ce sujet :

Il existe une option pastorale, qui est l'option écologique. Disons qu'elle commence par les mesures les plus douces, telles que le reboisement, la création de pépinières et la fondation de clubs écologiques – en d'autres termes, l'écologie positive. Mais ce qui nous a guidés dans ce cas précis, c'est le principe spirituel biblique de la création de la terre ; de toute évidence, il s'agit désormais d'un facteur nouveau. Ce n'est plus de l'écologisme positif, mais un écologisme de la défiance, un écologisme de la protestation, un écologisme qui s'oppose, qui dénonce, qui affronte les puissants (Sánchez, 2016, p. 107).

Cette distinction entre écologisme positif et écologisme contestataire est fondamentale pour comprendre l'évolution de la pastorale écologique dans le diocèse. La première phase, axée sur l' , le reboisement, les pépinières et les clubs environnementaux, correspondait à une pratique de la protection de l'environnement dépourvue de sa dimension politique. La deuxième phase, en revanche, a émergé lorsque la menace posée par l'exploitation minière est devenue une réalité concrète, et que le diocèse a pris conscience que la défense de la création impliquait nécessairement une confrontation avec les pouvoirs économiques et politiques cherchant à la détruire.

Le clergé du diocèse de Matagalpa a puisé l'inspiration pour sa formation environnementale dans plusieurs sources théologiques, parmi lesquelles figurent le tournant éco-théologique de la théologie de la libération (Boff, 1996, 2008) et de la doctrine sociale de l'Église, telle qu'elle est notamment exposée dans le document d'Aparecida (CELAM, 2007) et, en particulier depuis juin 2015, dans l'encyclique *Laudato Si'* du pape François. Cette option écologique n'était pas l'apanage du seul diocèse de Matagalpa, mais un engagement partagé avec l'ensemble de la Conférence épiscopale du Nicaragua (*Conferencia Episcopal de Nicaragua*, CEN). Dans sa lettre adressée au président Daniel Ortega, datée du 21 mai 2014 et intitulée « À la recherche de nouveaux horizons pour un Nicaragua meilleur », la CEN a exprimé sa solidarité avec la lutte de résistance des communautés de Rancho Grande en ces termes :

[...] nous ne négligeons pas non plus la gravité du problème que pose l'exploitation minière à ciel ouvert pour la conservation et l'équilibre de l'environnement. Nous appelons le gouvernement à exiger des sociétés minières déjà présentes dans le pays qu'elles prennent les mesures nécessaires pour protéger la vie des personnes et prévenir la pollution environnementale. Nous appelons le gouvernement à refuser expressément d'autoriser de tels projets dans des zones épargnées par l'exploitation minière, telles que la commune de Rancho Grande à Matagalpa, et à respecter la décision de ses habitants. Nous proposons que, en matière d'exploitation minière, la loi actuelle sur l'« Exploitation des ressources naturelles » (n° 20) soit modifiée. (CEN, 2014, paragraphe 20)

Les évêques ont clairement exigé que le gouvernement mette un terme à l'expansion de l'extractivisme minier vers de nouveaux territoires et, par conséquent, respecte la volonté coutumière des communautés qui résident dans ces zones. Dans la même lettre, la CEN (2014) a exprimé une autre préoccupation écologique concernant la construction d'un projet de canal interocéanique qui relierait les océans Pacifique et Atlantique en tant qu'alternative au canal de Panama. Les évêques ont écrit que, s'il était mené à bien, ce projet :

affecterait radicalement la culture, le mode de vie et le travail de nos communautés et des générations futures (...) [Par conséquent], il est crucial et urgent que ce projet fasse l'objet d'un débat plus approfondi, en écoutant les avis des scientifiques nationaux et internationaux experts en la matière, en conciliant les aspects constitutionnels, géologiques, techniques et environnementaux, et en évaluant sereinement les risques qu'un tel mégaprojet fait peser sur la protection de notre environnement et de nos ressources naturelles (CEN, 2014, paragraphe 27).

Le mouvement de protestation contre le projet de canal a organisé près de 100 marches et a réclamé l'abrogation de la loi n° 840, qui a marqué le lancement de la planification du projet. Lors de toutes ces manifestations, les manifestants ont été brutalement réprimés. Actuellement, les dirigeants du mouvement de protestation contre le canal sont en exil. En novembre 2024, la Cour interaméricaine des droits de l'homme a déclaré l'État du Nicaragua responsable au niveau international d'avoir violé le droit au consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones Rama et Kriol, ainsi que de la communauté créole noire de Bluefields, dans le cadre du projet de canal interocéanique.

## 2. Le cas du projet Cerro Pavón à Rancho Grande

L'un des premiers signes avant-coureurs du projet minier est apparu lorsque les habitants ont remarqué la présence d'inconnus qui effectuaient des relevés et prélevaient des échantillons de sol dans plusieurs communautés. Au départ, la population locale ignorait la nature de l'étude et son objectif. Elle a été frappée par le fait que les techniciens parcouraient les villages pour collecter divers types de pierres et de silex, qu'ils emportaient ensuite dans leurs sacs à dos. Plus tard, le père Edward Custer (surnommé « Teodoro »), alors curé de la paroisse Nuestra Señora de Fátima à Rancho Grande,<sup>3</sup> a informé les communautés que l'étude menée concernait l'exploration minière. Cela a confirmé qu'une concession minière avait été accordée sans consultation préalable des communautés ni réalisation d'une étude d'impact socio-environnemental, comme l'exige la législation nicaraguayenne.<sup>4</sup>

Au moment de l'octroi de la concession, la commune de Rancho Grande comptait environ 49 730 habitants (INIDE, 2005). L'économie locale repose principalement sur la production agricole et le commerce, notamment le café, le cacao, le riz, le taro, le manioc, les oranges, les avocats et d'autres produits. Une partie de la production est destinée à l'approvisionnement local et une autre, en particulier le café et le cacao biologiques, est exportée vers le marché allemand, grâce à des liens directs avec la société allemande de chocolat Ritter Sport (Sosa, 2015). Grâce à des pratiques agroécologiques rigoureuses et à des conditions climatiques et pédologiques favorables, son système de production garantit la sécurité alimentaire des familles locales. Un autre atout de la commune réside dans le fait que son écosystème fait partie de la réserve naturelle du Macizo de Peñas Blancas, l'une des six aires protégées qui constituent le cœur de la réserve de biosphère de Bosawás. La réserve dispose de ressources en eau telles que le bassin de la rivière Yaoska, qui traverse 35 communes réparties dans six départements. Les rivières Manceras, Kiwaska et Babaska revêtent également une grande importance pour la vie et les activités des habitants de Rancho Grande. Cet écosystème, qui assure la subsistance des communautés locales depuis des générations, est de plus en plus menacé par l'exploitation minière, et en particulier par l'exploitation aurifère, qui nécessite de grandes quantités d'eau et de produits chimiques pour séparer le minerai du sol.

<sup>3</sup> Le père Custer était membre de la congrégation missionnaire Maryknoll. Il est devenu curé de la paroisse dans les années 1990 jusqu'en 2004, date à laquelle il a rejoint l'équipe pastorale. Il a quitté le Nicaragua en 2008. Il est décédé en 2024.

<sup>4</sup> Au Nicaragua, l'État ne fait pas de distinction entre l'exploration, l'exploitation et le traitement miniers. Lorsqu'il accorde une concession, il confère simultanément à une entreprise les droits d'explorer, d'exploiter et de traiter les minerais.

Au cours des vingt dernières années, le Nicaragua a été le théâtre de deux tendances convergentes qui ont donné naissance à une forme d'extractivisme autoritaire aux graves conséquences dans les sphères politique, sociale, économique et environnementale, et ces tendances se sont intensifiées sous le gouvernement d'Ortega. D'une part, un modèle d'accumulation du capital fondé sur l'extraction de matières premières destinées aux marchés mondiaux des matières premières s'est imposé, s'appuyant sur la dépossession et la dégradation des territoires ainsi que des conditions de vie de ceux qui y résident. D'autre part, on a assisté à un processus rapide de démantèlement des institutions démocratiques, aboutissant à un régime autocratique. Comme le souligne Svampa (2017, p. 62), la maxime « plus l'extractivisme est grand, moins il y a de démocratie » se vérifie.



Le gouvernement de Daniel Ortega a hérité et renforcé les réformes néolibérales en matière de réglementation, d'institutions et de secteur public qui avaient été promues sous le gouvernement de Violeta Barrios de Chamorro (1990-1997). Dans le cas du secteur minier, les réformes législatives ont favorisé les sociétés minières en leur accordant des avantages fiscaux et en simplifiant les procédures administratives liées au processus d'attribution des concessions. Par exemple, les délais, les exigences et la portée des études d'impact environnemental que les entreprises étaient tenues de réaliser ont été réduits, créant ainsi une sorte de procédure de concession « express ». Quant aux avantages fiscaux, le gouvernement Chamorro a accordé de généreux allègements fiscaux qui ont ramené le paiement des impôts et des redevances à un maximum de 3 % (Martínez Espinoza, 2019).<sup>5</sup> En 2015, le Nicaragua est devenu la septième destination la plus attractive pour les investissements miniers en Amérique latine (Jackson et Green, 2016, p. 40).

Ce cadre réglementaire, combiné à la hausse du cours international de l'or (qui n'a cessé d'augmenter depuis 2005) et à l'afflux croissant d'investissements étrangers, a entraîné une forte augmentation des demandes de permis d'exploration et d'exploitation minières au Nicaragua. En 2015, le pays comptait 277 concessions minières, représentant 10,5 % de la superficie totale du territoire, contre 83 concessions en 2006. En 2023, les concessions minières métallifères couvraient une superficie de 2 757 854 hectares, soit 23,17 % de la superficie totale du pays (MEM, 2024). Cela a entraîné l'expansion de l'activité minière vers de nouveaux territoires habités par des communautés rurales et des peuples autochtones, et a déclenché de multiples conflits socio-environnementaux, face auxquels l'État a réagi de manière répressive et criminalisante. Par exemple, dans la commune de Santo Domingo, un conflit avec B2Gold en 2013 a fait 141 blessés et 47 personnes interpellées, dont 12 dirigeants communautaires qui ont été emprisonnés pendant deux mois (CLACS, 2013). Dans la commune de Bonanza, des affrontements survenus en 2015 avec la société Minesa ont fait un mort, 12 blessés et 33 personnes placées en détention (AFP, 2015). Dans la commune d'El Limón, également en 2015, l'intervention policière lors de manifestations contre B2Gold a entraîné la mort d'un policier, fait 25 blessés et conduit à 23 arrestations (Navarrete, 2015).

<sup>5</sup> Sous la dictature de Somoza, les sociétés minières américaines versaient 1,5 % de leurs bénéfices issus de l'exportation d'or au titre des impôts. Le gouvernement sandiniste a nationalisé toutes les ressources minérales dans les années 1980, et l'exploitation minière était alors menée à petite échelle par l'État. En comparaison avec d'autres régions, l'État hondurien exige des sociétés minières qu'elles versent 10 % de leur bénéfice net, le Guatemala leur impose de verser 5 % de leur revenu brut, tandis que le Panama leur demande de verser 12,5 % de la valeur brute de leurs exportations de minerais.

En réponse à la répression croissante des manifestations par le gouvernement Ortega, le Centre nicaraguayen des droits de l'homme (*Centro Nicaragüense de Derechos Humanos*, CENIDH) a déposé une plainte auprès de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) concernant la manipulation du système judiciaire visant à démanteler la contestation sociale. Il a notamment mis en évidence la collusion entre la police, le pouvoir judiciaire et les sociétés minières, dans le but de démanteler la mobilisation sociale et de préserver les intérêts économiques de ces dernières, au détriment des droits socio-environnementaux et territoriaux des communautés dans lesquelles se trouvent les enclaves minières (Nuñez et al., 2016).

### 3. La réponse de l'Église catholique face à l'exploitation minière à Rancho Grande

#### Sensibilisation et partage d'expériences

Comme indiqué plus haut, les origines du mouvement anti-minier à Rancho Grande remontent à 2004, lorsque le curé de l'époque avait mis en garde contre l'octroi, par le ministère de l'Énergie et des Mines, sans consultation préalable, d'une concession minière de 49 000 hectares à Minesa, une société minière nicaraguayenne à capitaux canadiens. Cette concession aurait impliqué une exploitation à ciel ouvert et, compte tenu de son étendue, aurait affecté non seulement la commune de Rancho Grande, mais aussi celles de Waslala et de San José Bocay – des zones caractérisées par une grande biodiversité, des zones protégées, ainsi qu'une agriculture et un élevage axés sur l'économie familiale.

Le père Custer, missionnaire de Maryknoll, a pris contact avec les Sœurs de Maryknoll du Guatemala au sujet des effets dévastateurs de l'exploitation minière.<sup>6</sup> À la suite de cet échange, il a mis en place des actions visant à sensibiliser et à mobiliser la communauté, avec le soutien de son équipe pastorale composée de catéchistes, d'acolytes, de prédicateurs laïcs et d'animateurs de la pastorale des jeunes. Plusieurs organisations sociales actives dans la région se sont associées à ce processus d'information et de sensibilisation aux dangers de l'exploitation minière des métaux. Elles ont notamment apporté leur expertise technique, leurs méthodes de travail participatives, leurs outils d'éducation populaire et leur expérience en matière de défense des droits. Parmi ces organisations, il convient de citer notamment l'Association pour le développement et la diversification agricole communautaire (*Asociación por el Desarrollo y la Diversificación Agrícola Comunal*), l'Association pour le développement communautaire intégral (*Asociación para el Desarrollo Integral Comunitario*), le Mouvement communautaire de Matagalpa, le Centre d'initiatives pour le bien-être et l'aide communautaire en faveur de la transformation environnementale (*Centro de Iniciativas de Bienestar y Asistencia Comunitaria para la Transformación Ambiental*), Radio Voz et la section de Matagalpa du CENIDH, entre autres.

Une stratégie qui a permis de mieux comprendre les enjeux liés à l'exploitation minière, ainsi que de renforcer l'autonomie politique des dirigeants ruraux de Rancho Grande,<sup>7</sup> a consisté en des visites sur le terrain et des

<sup>6</sup> Cet échange a été facilité par le Maryknoll Office for Global Concerns, qui avait défendu les droits environnementaux et le droit à la consultation préalable à La Puya, au Guatemala, dans le cadre des projets Progreso VII Derivada et El Tambor. Les sœurs de Maryknoll ont travaillé sur la dimension éducative du plaidoyer, en menant des initiatives pédagogiques liées à l'écologie intégrale, tout en s'engageant dans un plaidoyer international aux États-Unis.

<sup>7</sup> Traditionnellement, les communautés rurales ont été considérées comme des « clients » par la classe politique, qui leur promettait de l'argent et des biens en période électorale en échange de leurs voix. Elles se percevaient également comme des bénéficiaires passifs des politiques d'assistanat promues par le gouvernement et les organisations sociales. Dans le cas de Rancho Grande, les communautés rurales ont été renforcées en tant qu'acteurs autonomes, capables de définir leur propre vision du bien-être et du développement communautaire, sur la base de l'agroécologie. En d'autres termes, elles n'avaient pas besoin du soutien de la classe politique et privilégiaient leur intérêt commun en tant que communautés plutôt que la loyauté idéologique envers un parti.

échanges d'expériences avec des communautés touchées par l'activité minière dans d'autres régions du pays et en Amérique centrale. Ces visites ont été facilitées et financées par la paroisse et d'autres organisations telles que le Centre Humboldt. Ce type de contact a agi comme une « thérapie de choc » qui, selon Rodríguez et Hesse-Rodríguez (2000, p. 62), « offre aux personnes la possibilité de développer une plus grande capacité d'observation, de comparaison et d'analyse ». En d'autres termes, cette dynamique a contribué à la compréhension des causes et des effets des problèmes socio-environnementaux et a motivé la mobilisation.

### **Organisation communautaire et coordination interinstitutionnelle**

Le mouvement des Gardiens de Yaoska a réussi à mettre en place une structure organisationnelle composée de comités de travail répartis dans les 36 villages (*comarcas*) de la commune de Rancho Grande. Dans chaque village, les comités menaient divers axes de travail complémentaires : formation, sensibilisation, communication, ainsi que coordination des efforts de plaidoyer et de mobilisation. Selon un avocat de la défense du CENIDH, le mouvement des Gardiens de Yaoska a développé une capacité à mobiliser plus de 40 000 personnes (Equipo Envío, 2014).

Une autre force qui caractérisait le mouvement était son autonomie politique et son esprit de sacrifice, comme le souligne un membre de la communauté qui se décrit comme un « agriculteur analphabète disposant de peu de ressources » :

Dans cette lutte, nous ne dépendions d'aucune organisation pour nous fournir de l'argent ou mettre à notre disposition un minibus pour nous rendre à une réunion ou à une manifestation. Nous nous sommes mobilisés en marchant entre une et quatre heures pour transmettre l'information à chaque agriculteur, à chaque producteur qui avait besoin de connaître la vérité. Nous l'avons fait sans faire la moindre distinction. Des femmes et des hommes de toutes tendances politiques et de toutes religions y ont pris part (Equipo Envío, 2014).

Cette autonomie et cette capacité d'autogestion communautaire ont été fondamentales pour préserver l'intégrité du mouvement face aux pressions du gouvernement et de la société minière, et même face à l'opportunisme de certains partis politiques de diverses tendances idéologiques.

L'objectif commun de défense des terres et des ressources naturelles de Rancho Grande a non seulement contribué à la réorganisation de la communauté agricole, mais a également permis de rassembler un groupe d'acteurs au niveau départemental, connu sous le nom de Groupe stratégique de Matagalpa (*Grupo Estratégico de Matagalpa*, GEM). Ce forum a servi de plateforme pour coordonner les ressources et planifier les activités entre les différentes organisations qui cherchaient à mettre un terme au projet minier. Cet effort collaboratif a permis d'avoir un plus grand impact sur l'opinion publique, a multiplié et amplifié les voix critiques s'opposant au projet minier, a sensibilisé le public à la question et a apporté un soutien institutionnel qui, dans une certaine mesure, a protégé les dirigeants du mouvement des Gardiens de Yaoska contre la répression et diverses menaces.

Une autre contribution précieuse du GEM a été la stratégie de communication menée par les médias locaux et communautaires. Parmi ces initiatives de communication figurait la création, en 2003, d'une station de radio par le curé Marlon Velásquez. La station diffusait des émissions d'information sur le projet minier et est devenue un canal essentiel pour sensibiliser le public aux conséquences de l'exploitation minière et pour diffuser l'enseignement social de l'Église ainsi que son engagement écologique. Lors de la publication de *Laudato Si'*, la radio paroissiale a également diffusé des lectures et des commentaires sur le texte, adaptés aux préoccupations de son public, en offrant notamment aux auditeurs la possibilité d'appeler en direct pour poser leurs questions



et faire part de leurs inquiétudes, qui étaient ensuite abordées dans l'émission. De plus, le curé ou un membre qualifié de l'équipe paroissiale commentait chaque jour les lectures du calendrier liturgique et les reliait à la doctrine sociale de l'Église. D'autres émissions radio ont notamment permis de partager les expériences du mouvement des Gardiens de Yaoska et leurs échanges avec d'autres communautés d'Amérique centrale touchées par l'exploitation minière. Des émissions ont également été consacrées aux bonnes pratiques agroécologiques, telles que les techniques de compostage, la lutte contre les ravageurs à l'aide de biocides, ainsi que la préparation et l'amélioration des semences indigènes. Certaines de ces émissions ont été rediffusées par d'autres

stations de radio locales du département de Matagalpa.

L'une des stratégies les plus créatives du répertoire d'actions collectives du mouvement des Gardiens de Yaoska a été l'organisation de festivals écologiques. Ces festivals visaient à contrer le discours véhiculé par la Conférence internationale sur l'exploitation minière, organisée par l'agence nationale de promotion des investissements étrangers (ProNicaragua), le Conseil supérieur de l'entreprise privée (*Consejo Superior de la Empresa Privada*, COSEP) et la Chambre des mines, qui présentait les prétendus avantages de l'exploitation minière en tant que moteur du développement économique, source d'emplois, solution au problème de la pauvreté, voire activité respectueuse de l'environnement grâce à ses innovations technologiques. Parallèlement à ces événements prominières organisés par le monde des affaires, le mouvement des Gardiens de Yaoska a mis en place des festivals écologiques « » afin de célébrer la vie, la biodiversité et la culture rurale engagée dans l'agroécologie, de créer des espaces de rencontre, de renforcer l'identité communautaire, le « buen vivir » (c'est-à-dire le concept, issu de la théologie morale et de la philosophie, de « bien vivre », qui s'inscrit dans le cadre de l'éthique écologique et est souvent associé aux cultures et spiritualités autochtones), ainsi que la prise de conscience de la nécessité de préserver l'environnement. Des produits agricoles locaux et d'autres biens étaient présentés lors de ces festivals, contribuant ainsi à la construction d'une véritable alternative au modèle de développement extractiviste, fondée sur l'agriculture durable, la conservation des ressources naturelles et le bien-être communautaire. Cette vision alternative était profondément enracinée dans les pratiques agroécologiques que les petits agriculteurs développaient depuis des décennies dans la région.

### **Soutien et accompagnement des communautés face à la violence politique**

Comme nous l'avons déjà souligné, le régime de Daniel Ortega, à partir de 2007, a adopté une approche de plus en plus répressive pour gérer les conflits socio-environnementaux, et les Gardiens de Yaoska ont été victimes de diverses formes de violence politique. Par exemple, une dirigeante a été poursuivie en justice pour avoir peint un slogan « Non à l'exploitation minière » sur le mur d'enceinte des bureaux de la société minière B2Gold à Yaoska. Cependant, la violence a dépassé le cadre de la criminalisation judiciaire, comme l'a raconté un autre dirigeant communautaire :

Il y a eu de nombreux actes d'intimidation (...) des hommes cagoulés se présentaient au domicile des gens et demandaient à la famille si elle possédait des armes ou de la drogue. Certaines personnes ont été emprisonnées et sont même restées en détention pendant un mois après qu'un fusil de chasse a



été trouvé en leur possession, alors qu'elles l'avaient acheté légalement et n'avaient commis aucune infraction. D'autres n'ont pas été emmenées au commissariat, mais dans les locaux de la société minière pour y être interrogées (Sánchez, 2016, p. 114).

L'hostilité et les menaces visaient non seulement les responsables communautaires, mais aussi le curé et les membres de son équipe pastorale :

Ces derniers temps, les menaces de mort à l'encontre des prêtres nous ont donné encore plus de courage. De nombreux prédicateurs ont été interpellés par la police à des carrefours alors qu'ils quittaient leurs communautés. On les contrôle pour vérifier si leurs papiers sont en règle. « Ah, tu travailles avec ce prêtre-là ! » (Sánchez, 2016, p. 50)

Lorsque des marches contre l'exploitation minière ont été organisées, le gouvernement et le conseil municipal de Rancho Grande ont mis sur pied une contre-manifestation en recourant à des personnes engagées à cette fin, dans le but de provoquer des affrontements ou des incidents pouvant déboucher sur des violences. Ils cherchaient ainsi à délégitimer la cause pour laquelle les agriculteurs locaux se battaient.

Parmi les stratégies à fort impact figurant dans le répertoire des actions non violentes figurait la grève scolaire qui a débuté le 13 juillet 2014 et s'est achevée le 12 octobre 2015. Celle-ci a été organisée lorsque la société minière a lancé une campagne dans les écoles de la commune à travers des conférences mettant en avant les avantages de l'exploitation minière. Du matériel promotionnel de la société minière – tel que des casquettes, des t-shirts, etc. – a été distribué. Face à cette situation, les parents ont décidé d'organiser un boycott scolaire : aucun enfant ni adolescent ne se rendrait à l'école tant que ces conférences n'auraient pas cessé.

Il convient également de noter un épisode au cours duquel l'évêque et le clergé du diocèse ont évité une réaction violente de la part des communautés locales. Un groupe de jeunes, découragés par tant d'années de luttes, envisageait la possibilité de mettre le feu aux bureaux de B2Gold. L'évêque Álvarez les a convaincus de poursuivre leurs luttes de manière non violente afin de ne pas discréditer leur cause et de ne pas donner de prétextes au régime. En réponse, les Gardiens de Yaoska ont également organisé une rencontre avec leurs membres les plus âgés, qui avaient participé au conflit armé lors de la révolution sandiniste, et ont partagé leur expérience du choix d'une réponse violente face aux injustices. Il s'agissait d'un exercice de dialogue au cours duquel les jeunes générations ont pris connaissance du conflit passé et du processus de maturation au service des communautés, et ont renoncé à leur projet d'incendier les bureaux de la société minière.

Cette opposition pacifique au projet a contraint des responsables au niveau ministériel, à savoir le vice-ministre de l'Énergie et des Mines, le ministre de l'Environnement et des Ressources naturelles, ainsi que le ministre de l'Éducation et des Sports, à se rendre dans la commune de Rancho Grande. Ils ont tenté en vain de persuader les dirigeants des Gardiens de Yaoska de mettre fin à la grève scolaire et de soutenir le projet minier. Pour démontrer la détermination des communautés à rejeter le projet, le mouvement a organisé un « Pèlerinage pour la vie » le 3 octobre 2015. Cette mobilisation et cette marche de masse contre l'exploitation minière ont été organisées conjointement par les Gardiens de Yaoska, le diocèse de Matagalpa et son clergé, dont l'évêque Álvarez, des pasteurs évangéliques et le Groupe stratégique de Matagalpa. Plus de 50 000 personnes y ont participé, et cet événement a été considéré comme un référendum populaire contre le projet minier.

### **S'unir autour de ce qui est commun**

Le 12 octobre 2015, une semaine après le Pèlerinage pour la vie, le gouvernement nicaraguayen a déclaré le projet minier de Cerro Pavón non viable. Les opposants, unis au sein du mouvement des Gardiens de Yaoska, ont réussi à atteindre leurs objectifs. Ils ont paralysé les activités minières dans leur commune et empêché leur développement, malgré les nombreuses stratégies d'intimidation et de violence mises en œuvre par l'alliance entre l'État et la société minière.

Outre les facteurs mentionnés ci-dessus, tels que la sensibilisation aux conséquences écologiques de l'exploitation minière, l'organisation communautaire et les pratiques de développement alternatif par le biais de l'agroécologie, d'autres facteurs clés ont contribué à la décision du gouvernement quant à la non-viabilité du projet. Un premier facteur est la cohésion et le caractère intersectoriel du mouvement des Gardiens de Yaoska. La participation de dirigeants issus de différents partis politiques (sandinistes, conservateurs et libéraux) et de différentes communautés religieuses (catholiques et évangéliques) a conféré au mouvement un niveau de cohésion, de légitimité et de représentativité qui l'a rendu résilient et difficile à démanteler. Deuxièmement, certains dirigeants du mouvement se sont dissociés de leurs partis politiques. Un dirigeant sandiniste a raconté : « J'appartiens au FSLN ; je suis membre du Frente depuis aussi longtemps que je me souviens – ma famille et moi – mais dès l'instant où tous ces événements se sont produits ici, je ne suis plus jamais retourné à une réunion, que ce soit celle du parti ou de la mairie » (Sánchez, 2017, p. 57). Cette capacité à faire passer le bien commun avant la loyauté envers le parti a été un facteur décisif. Un troisième facteur est le rôle de légitimation joué par l'Église catholique. La Conférence épiscopale nicaraguayenne, par le biais de sa lettre adressée au président Ortega, ainsi que la direction pastorale du diocèse de Matagalpa, ont apporté un soutien moral et politique qui a légitimé les revendications du mouvement et l'a protégé, dans une certaine mesure, de la répression la plus brutale. Quatrièmement, le mouvement a réussi à relier le discours sur la protection de l'environnement aux besoins concrets des communautés pour leur survie. Comme l'a déclaré l'un des dirigeants : « On nous disait souvent que nous étions ignorants, et à de nombreuses reprises, on nous disait que ce qui nous manquait, c'était la civilisation (...) Mais nous avons répété à maintes reprises à la radio que pour aimer la terre, on n'a pas besoin de cette "civilisation" » (Sánchez, 2017, p. 44). Cinquièmement et enfin, face à la violence de l'État, la communauté a choisi la voie de la résistance non violente. Les actions collectives non violentes allaient des grèves scolaires aux pèlerinages, en passant par les éco-festivals et les manifestations pacifiques. Elles ont empêché le gouvernement de trouver un prétexte à une répression de masse, ont maintenu le soutien de l'opinion publique à la cause du mouvement et ont contraint le gouvernement à changer de cap et à mettre fin à ses mesures répressives.

## Crise sociopolitique : autoritarisme et extractivisme minier

Le 18 avril 2018 a marqué un tournant dans l'histoire récente du Nicaragua, ainsi que dans les luttes du mouvement des Gardiens de Yaoska pour protéger leurs territoires contre les conséquences sociales et écologiques néfastes de l'exploitation minière. Ce qui avait commencé par des manifestations contre une réforme du système de retraite de l'Institut nicaraguayen de sécurité sociale (INSS) – réforme qui affectait les pensions déjà maigres des retraités et avait été introduite sans consultation – s'est transformé en le soulèvement civil le plus important et le plus généralisé jamais enregistré dans le pays (Cabrales et Sánchez, 2019 ; Sánchez et Osorio, 2020).

Le régime d'Ortega a répondu à cette mobilisation sociale par une escalade de la répression, à tel point que la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) l'a dénoncée comme un crime contre l'humanité perpétré par l'État. La CIDH a recensé la mort d'au moins 355 personnes, dont beaucoup à la suite d'exécutions extrajudiciaires ; des milliers d'autres ont été blessées, souffrant de séquelles physiques et psychologiques permanentes ; et plus de 5 000 personnes ont été victimes de détentions arbitraires dans des conditions inhumaines (CIDH, 2018 ; Groupe d'experts sur les droits de l'homme au Nicaragua, 2025a).

L'ampleur et la portée des violations des droits de l'homme, ainsi que les profils des victimes directes et indirectes, mettent en évidence deux points essentiels. Premièrement, la violence politique a été planifiée, organisée, coordonnée et mise en œuvre par un État répressif et des groupes armés pro-gouvernementaux dirigés par le gouvernement de Daniel Ortega. Deuxièmement, cet appareil répressif visait à maintenir le gouvernement au pouvoir, à réprimer et à punir des groupes spécifiques ayant participé au soulèvement civique d'avril 2018 et à des manifestations antérieures, telles que celles contre le projet Cerro Pavón à Rancho Grande et contre le projet de canal interocéanique, ainsi qu'à exercer un contrôle total sur l'État et la population. Depuis avril 2018, les stratégies et les mécanismes de violence politique du régime d'Ortega ont évolué selon une progression de plus en plus intense (AI, 2018 ; GREDHN, 2025a) : 1) violence meurtrière et de masse (2018-2020) ; 2) répression sélective (2021), impliquant l'emprisonnement des sept candidats présidentiels de l'opposition ; 3) la fermeture des espaces civiques (2022), impliquant la révocation massive du statut juridique d'organisations sociales, d'universités et de médias ; et 4) le contrôle total (2023 à aujourd'hui), caractérisé par l'expulsion, la déchéance de nationalité et la confiscation des biens de centaines de Nicaraguayens (GREDHN, 2025b).

Dans ce contexte répressif propre à un État policier, divers processus sont mis en œuvre pour démanteler toute possibilité d'organisation et de mobilisation sociales. Les personnes considérées comme des « opposants » ou des « ennemis du régime » sont criminalisées et poursuivies en justice. Ce processus a été coordonné par le parquet général, avec le soutien de la sous-direction générale des enquêtes et du renseignement de la police et sous la direction de la Direction de l'assistance judiciaire (GREDHN, 2025b). Des mandats d'arrêt sont délivrés sur la base de listes établies par le réseau de renseignement et les secrétaires politiques des districts territoriaux et des quartiers. Ce réseau a donné lieu à une répression généralisée et à la mise en place d'un vaste dispositif de surveillance – un policier pour 100 foyers –, ce qui a contraint de nombreux défenseurs et militants nicaraguayens à l'exil massif, après avoir été menacés, agressés ou persécutés. On estime qu'environ 10 % de la population nicaraguayenne est actuellement en exil (y compris l'auteur de cette étude de cas), dont 250 journalistes qui craignent pour leur vie. D'autres dirigeants et mouvements sociaux ont opté pour la préservation de leur intégrité physique et une résistance passive discrète. Les dirigeants des Gardiens de Yaoska n'ont pas échappé à cette persécution et opèrent actuellement dans la clandestinité pour se protéger de l'emprisonnement.

Il est important de noter que la répression s'est dirigée non seulement contre des individus, mais aussi contre des collectifs et leurs institutions. Le 15 octobre 2020, l'Assemblée législative a adopté la loi sur les agents

étrangers qui, selon Amnesty International (AI, 2024), « impose des restrictions disproportionnées qui entravent le financement international des organisations, limitant ainsi leurs activités légitimes de défense des droits humains » (p. 2). De plus, le régime a restreint le droit à la liberté d'association et à la participation aux affaires publiques. La radiation de plus de 5 600 organisations non gouvernementales a démantelé l'espace civique, affectant plus d'un million de personnes qui dépendaient de leurs services et de leurs projets de développement. Bon nombre de ces organisations exerçaient un contrôle social et dénonçaient les abus commis par le gouvernement Ortega, tels que la corruption, le népotisme, le clientélisme, l'autorisation de projets d'exploitation sans consultation préalable et éclairée, la colonisation violente et la dépossession des terres communautaires appartenant aux peuples autochtones et aux personnes d'ascendance africaine. L'Église catholique a également été persécutée : au moins 73 agents pastoraux, dont des prêtres et des religieux, ont été détenus arbitrairement, 37 prêtres ont été expulsés du pays et 36 biens de l'Église ont été confisqués (Molina, 2025 ; GREDHN, 2025a).



Dans la pratique, l'État de droit et les garanties d'une procédure régulière ont été démantelés, tandis qu'un réseau de surveillance et de contrôle social, mis en œuvre par des agents de la violence, s'est établi sur une grande partie du territoire national. En conséquence, les communautés, les mouvements et autres acteurs sociaux se sont retrouvés dans une situation d'impuissance juridique totale, sans aucune possibilité de résister à des menaces telles que l'empiétement des projets d'exploitation minière. Dans ces circonstances, le régime d'Ortega profite de la situation pour faire avancer ces projets dans des contextes où il s'était historiquement heurté à des résistances et à des contestations juridiques, comme ce fut le cas à Rancho Grande. Il n'est donc guère surprenant que, dans un contexte politique aussi répressif, le ministère de l'Énergie et des Mines ait réactivé en 2019 la licence pour Cerro Pavón, dont l'exploitation a débuté en 2023. Les droits miniers de la mine El Pavón, appartenant à B2Gold, ont été acquis par la société canadienne Calibre Mining. Depuis lors, ces activités constituent une plaie profonde dont souffrent les communautés de Rancho Grande, qui se sentent impuissantes face à cette situation.

#### 4. Réflexions finales

La dynamique de la lutte politique dans la commune de Rancho Grande ne peut être comprise en dehors de son contexte historique, socio-environnemental et politique. La mobilisation sociale contre l'exploitation minière a constitué un processus soutenu qui s'est étendu sur environ une décennie, entre 2004 et 2015. Les premières actions, menées par des responsables religieux, visaient à sensibiliser la population et à mettre en garde contre les dangers et les effets de l'exploitation minière sur les communautés. Peu à peu, d'autres organisations sociales se sont jointes à ce processus, apportant une assistance technique et un savoir-faire organisationnel.

Ce conflit socio-environnemental reflète l'opposition entre deux visions du développement : d'une part, une vision fondée sur l'exploitation minière qui détruit les ressources naturelles sur lesquelles reposent les moyens de subsistance, et d'autre part, une vision fondée sur l'agriculture durable, pratiquée depuis des décennies par les petits agriculteurs de Rancho Grande. Pour eux, ce conflit ne se limitait pas à la sphère économique, mais s'étendait également au caractère irrégulier et opaque du processus d'octroi des concessions minières. Ces pratiques entraient en conflit avec l'exercice de la citoyenneté et le sens de la justice sociale ancrés dans

la tradition chrétienne et le mouvement rural. L'écologisme des petits agriculteurs de Rancho Grande trouve ses racines profondes dans l'adoption de pratiques de production saines, conformes à l'agriculture durable, en tant que résistance contre le modèle de production agrochimique industrielle promu lors de la contre-réforme agraire néolibérale des années 1990, qui comprenait la libéralisation des marchés fonciers, l'endettement des coopératives contraintes d'emprunter auprès de banques privées et la prolifération de produits agrochimiques à coût élevé.

La tradition sociale et écologique de l'Église catholique – la théologie de la libération, le CELAM (2007), *Laudato Si'* et la tradition sociale catholique au sens large – a revêtu une importance capitale, tout comme son engagement pastoral en faveur du mouvement des Gardiens de Yaoska, dont elle a relayé les revendications au plus haut niveau de la scène politique nationale. Ce soutien a donné de la force au mouvement social et lui a conféré une légitimité, surtout parce qu'il a renforcé la dimension religieuse des luttes locales, leur apportant ainsi une plus grande résilience face aux menaces et à l'adversité.

L'« option pour la vie » en défense de l'environnement a constitué une force mobilisatrice qui a réussi à unir fermement divers acteurs, au-delà des idéologies politiques et des appartenances religieuses. Elle a également uni et renforcé la population locale – qui était largement opposée à l'exploitation minière. Le mouvement a intégré dans son discours l'idée que la racine profonde du conflit avec la société minière et le gouvernement résidait dans un affrontement entre deux visions opposées du développement : un modèle de développement hégémonique, colonisateur et prédateur, face à un modèle de développement durable. L'action collective non violente du mouvement, telle que l'organisation de festivals d'agroécologie, a démontré qu'une alternative au modèle de développement extractiviste était possible.

Jusqu'à la répression de 2018, le mouvement des Gardiens de Yaoska a réussi à faire valoir ses revendications de manière pacifique dans un contexte défavorable, où les conflits ont généralement tendance à dégénérer en violences collectives. Outre le fait d'avoir établi ce précédent, ce cas met en évidence, dans une perspective de non-violence, la nécessité d'un débat permanent sur les choix stratégiques concernant les modèles de développement et leur viabilité socio-environnementale. L'expérience de Rancho Grande démontre que la convergence entre le travail pastoral de l'Église, la prise de conscience écologique en milieu rural et l'action collective non violente peut générer de véritables alternatives à l'extractivisme. Dans un contexte régional où la violence à l'encontre des défenseurs de l'environnement a atteint des niveaux alarmants, ce cas offre une leçon d'espoir et une feuille de route pour d'autres mouvements qui luttent pour défendre leurs territoires et leurs moyens de subsistance.

Une autre leçon tirée du cas de Rancho Grande, dans le contexte d'une crise sociopolitique, est que l'efficacité et la pérennité des résultats d'un processus de mobilisation pour la défense des territoires et de la vie peuvent être annulées ou démantelées par un ensemble de stratégies répressives et de contrôle social, coordonnées et planifiées par un État policier et un régime autoritaire. Cela révèle l'opportunisme et la complicité des sociétés minières, qui exploitent des contextes de crise sociopolitique et de graves violations des droits de l'homme pour mener à bien leurs projets d'extraction contre la volonté des communautés locales, au détriment de leurs droits socio-environnementaux, de leurs ressources naturelles et de leur territoire. Dans certaines circonstances, les sociétés minières opèrent à l'abri du regard de la société, des communautés, de l'Église et de la communauté universitaire, autant d'espaces de surveillance qui ont été fermés au Nicaragua.

Le cas de Rancho Grande, qui a marqué la première annulation d'une décision d'octroi de concession au Nicaragua, vise à mettre en lumière la précieuse contribution de l'accompagnement pastoral de l'Église auprès des communautés qui résistent aux projets miniers extractifs. Il constitue également un témoignage historique de l'engagement en faveur de la défense de la vie et de la sauvegarde de notre maison commune.

Comme l'a déclaré le pape François dans *Laudato Si'*, nous devons « prendre conscience qu'une approche écologique authentique devient toujours une approche sociale ; elle doit intégrer les questions de justice dans les débats sur l'environnement, afin d'entendre à la fois le cri de la terre et celui des pauvres » (paragraphe 49). La lutte paysanne à Rancho Grande incarne, d'une part, un signe d'espoir et, d'autre part, un appel à la solidarité internationale envers les responsables communautaires et l'Église nicaraguayenne, qui ont souffert et continuent de subir la répression dans un contexte autoritaire.

## Références

- AFP (Agence France-Presse). 2015. « [Nicaragua : graves troubles lors de manifestations contre une société minière](#) ». *E&N (Economía y Negocios)*, 7 mai 2015.
- Alfaro, A., T. Sosa et M. Sánchez. 2018. [Stratégies pour la défense de l'environnement et des droits de l'homme face aux impacts de l'extractivisme minier en Amérique centrale](#). Alliance centraméricaine contre l'exploitation minière (ACAFREMIN).
- Álvarez, E. 2008. *Culture politique nicaraguayenne*. 4e éd. Hispamer, Managua.
- AI (Amnesty International). 2018. [Tirer pour tuer. Stratégies de répression des manifestations au Nicaragua](#).
- AI. 2024. [Nicaragua : l'année s'achève sur une répression systématique et le renforcement de la stratégie de l'État contre toute forme de dissidence](#).
- Ávila, R. 1998. *Religion et société politique au Nicaragua*. IDEHU, CASC et CETRI, Managua.
- Boff, L. 1996. *Le cri de la Terre, le cri des pauvres. Vers une écologie planétaire*. Éditions Dabar.
- Boff, L. 2008. *L'Option Terre. La solution pour la Terre ne tombe pas du ciel*. Éditions Sal Terrae.
- Cabral, S. et M. Sánchez. 2019. « Manifestations contre la répression (Nicaragua) ». Dans D. Snow et al., éd. *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*. Hoboken, NJ : Wiley & Son. 2<sup>e</sup> édition.
- CELAM (Conférence épiscopale d'Amérique latine et des Caraïbes). 2007. *Document final d'Aparecida*, <https://www.celam.org/aparecida/Espanol.pdf>
- CEN (Conférence épiscopale du Nicaragua). (2014). « ». 21 mai 2014
- CIDH (Commission interaméricaine des droits de l'homme). 2018. [Rapport national sur le Nicaragua : Violations graves des droits de l'homme dans le cadre des manifestations sociales au Nicaragua](#).
- CLACS (Centre d'études sur l'Amérique latine et les Caraïbes). 2013. « [2013 : Criminalisation des manifestations et des mouvements d'opposition à l'exploitation minière](#) ».
- Equipo Envío. 2014. « [Nous vivons dans un paradis et nous allons ensemble contre l'exploitation minière](#) ». Envío : Informations sur le Nicaragua et l'Amérique centrale. Université centraméricaine.
- Ferrero, M. D. 2010. [Le Nicaragua des Somoza. 1936-1979](#). Université de Huelva et IHNCA.
- García, G., L. Vigil, L. Martínez, V. López et M. Sánchez. 2022. *Profil extractif d'Amérique centrale : l'extractivisme minier au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua et au Salvador*. Guatemala : Observatoire des industries extractives (OIE).
- GREDHN (Groupe d'experts sur les droits de l'homme au Nicaragua). 2025a. [Institutions et personnes responsables des principaux schémas de violations et d'abus des droits de l'homme et des crimes perpétrés au Nicaragua depuis avril 2018](#).
- GREDHN. 2025b. [Rapport du Groupe d'experts sur les droits de l'homme au Nicaragua. 58e session](#)
- Hendricks, M. et M. Sánchez. 2021. « [défendu? Une analyse empirique des opportunités et des menaces à l'exploitation minière à Santo Domingo, au Nicaragua : une communauté divisée sur la question minière](#) ». *Revista QUID* 16.
- Houtart, F. et G. Lemerminier. 1989. [La culture religieuse des communautés ecclésiales de base au Nicaragua](#). Louvain-la-Neuve : Centre Tricontinental.
- INIDE (Instituto Nacional de Información de Desarrollo). 2005. [VIIIe recensement de la population et IVe recensement du logement](#).

- Jackson, T. et K.P. Green. 2016. [Enquête auprès des entreprises minières 2015](#). Institut Fraser.
- Martínez Espinoza, M. 2019. « [L'extractivisme minier en Amérique latine : approches, parallèles et hypothèses à partir du cas du Guatemala](#) ». *Perfiles Latinoamericanos* 27(53).
- MEM (Ministère de l'Énergie et des Mines). 2024. [Statistiques minières](#).
- Molina, M. 2025. [Nicaragua : une Église persécutée](#). VIIe rapport.
- Navarrete, J. 2015. « [et expulsion à la mine El Limón](#) ». *Confidencial*. 17 octobre 2015.
- Núñez, V. et al. 2016. « [Criminalisation des défenseurs des droits de l'homme dans le contexte des projets industriels : un phénomène régional en Amérique latine](#) ». *Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'homme et Fédération internationale des droits de l'homme*, février 2016.
- Pérez-Baltodano, A. 2003. *Entre l'État conquérant et l'État-nation. Providentialisme, pensée politique et structure du pouvoir dans le développement historique du Nicaragua*. HNCA/UCA, Institut d'histoire du Nicaragua et de l'Amérique centrale, Université centraméricaine : Fondation Friedrich Ebert au Nicaragua
- Rodríguez G., R. et M. Hesse-Rodríguez. 2000. *Le chemin se fait en marchant : guide méthodologique pour déclencher des processus d'autogestion autour d'expériences agroécologiques*. Fondation Sembradores de Esperanza, Colombie.
- Sánchez, M. 2016. « [Les ressources en litige. Le cas du conflit minier à Rancho Grande, au Nicaragua](#) ». *Anuario de Estudios Centroamericanos* 42 : 93-131.
- Sánchez, M. 2017. [Extractivisme et lutte paysanne à Rancho Grande. L'expression d'un écologisme politique au Nicaragua](#). Centre d'analyse socioculturelle (CASC)/Publications de l'UCA.
- Sánchez, M. et H. Osorio. 2020. « Avril 2018, Nicaragua : le défi de la démocratie face à l'autoritarisme ». Dans M. Ortega et al., éd. *Nicaragua 2018 : l'insurrection civique d'avril*. Publications de l'UCA
- Sosa, T. 2015. « [Rancho Grande. Un patrimoine naturel et productif menacé par l'exploitation minière](#) ». *Bulletin Rancho Grande*, Centre Humboldt.
- Spalding, R. J. 2023. *Breaking Ground : From Extraction Booms to Mining Bans in Latin America*. Oxford University Press.
- Svampa, M. 2017. « [Quatre clés pour comprendre l'Amérique latine](#) ». *Nueva Sociedad*. 268 : 50-64.

### Référence recommandée

Sánchez González, Mario José. (2026). "Le projet Cerro Pavón, diocèse de Matagalpa, Nicaragua". Dans Severine Deneulin et Caesar Montevocchio (eds). *Approches Catholiques de l'Exploitation Minière: Etudes de Cas*. University of Notre Dame et Laudato Si' Research Institute, Campion Hall, University of Oxford. <https://doi.org/10.7274/33959872>

### Crédits photos

Toutes les photos figurant dans ce dossier ont été fournies par Onda Local. Tous droits réservés.